

États de la peur

Éric Aeschmann, *Libération*, 31.12.08

La culture de la peur, c'est par exemple, au soir de la découverte de pains de plastic dans un grand magasin parisien, sans détonateur ni revendication crédible, la déclaration d'un Premier ministre remerciant les Français de leur « sang-froid », comme s'il s'était attendu à ce que la population, prise de panique, se mette à courir dans tous les sens dans les rues. La déclaration donne raison à l'ambitieux projet théorique de Marc Crépon : penser la peur comme menace pour la démocratie. « S'il est vrai que le premier effet de la multiplication de la peur est la perte d'identité des hommes et des femmes dont elle s'empare, la question sera de savoir dans quelle mesure sa "culture", à laquelle sont soumises les sociétés "démocratiques" aujourd'hui [...] ne fragilise pas la frontière qui sépare et distingue ce qui "se donne" comme démocratie des autres régimes. »

La peur est au fondement de la politique. C'est pour se protéger que les hommes se rassemblent et apprennent à vivre ensemble. À l'État, ils délèguent la violence et la responsabilité de l'exercer contre ce qui, sinon, resterait source de peur. C'est le travail de l'armée et de la police - l'État, lui, n'a pas peur, puisqu'il n'est pas une personne. Pourtant, la peur agit aussi comme la limite de la politique, le point où l'État s'inverse en son contraire et se met à faire peur. Peur à ses ennemis, bien sûr, (« toute culture de la peur [...] n'est jamais dissociable d'une culture de l'ennemi »), mais aussi peur à ceux qu'il doit protéger. On parle alors de totalitarisme, qui n'est pas un régime sans sécurité, mais un régime où « les individus n'ont pas leur mot à dire quant à la sécurité. [...] Ils subissent les choix et les directives de l'État. »

Crépon se propose d'observer la peur dans les démocraties à la lumière de l'expérience des régimes de l'ex-bloc soviétique. Il reprend ainsi la lettre ouverte au président tchèque Husák où Vaclav Havel, en 1975, décrivait la Tchécoslovaquie de l'après-coup de Prague. Une peur singulière y rôde, « profonde, qui a un sens éthique : une participation plus ou moins consciente à la conscience collective d'un danger permanent et omniprésent [...], une accoutumance à la menace comme composante essentielle du monde naturel. » La démarche présente l'intérêt de ne pas réduire la pensée antitotalitaire à la dénonciation du communisme. Au contraire, la critique du totalitarisme aide à décrire les sociétés libérales actuelles. Dans sa lettre ouverte, Havel remarque que ses concitoyens « se désintéressent de tout ce qui dépasse le cadre de leur sécurité personnelle [...], de toute valeur qui les dépasse et négligent leur prochain : c'est la passivité de l'esprit, la dépression » ; Crépon reprend la plume : « Notre aujourd'hui est-il si différent de celui que décrit Havel ? »

L'ouvrage, premier état d'une trilogie, pose des questions plutôt que d'apporter de réponses. Ainsi, si le totalitarisme fut d'abord la privation des virtualités infinies qui permettent à un homme d'être pleinement sujet, de « s'individualiser », ne peut-on pas en dire autant de la démocratie quand elle est rongée par la culture de la peur ? Ou encore : s'assurer que les mesures de sécurité ne portent pas en elles une insécurité plus grande, telle est l'inquiétude « qui devrait hanter toute démocratie ». Plus loin, Crépon montre que le gouvernement par la peur est un détournement de ce qu'Heidegger appelait l'angoisse. L'angoisse est un sentiment ontologique « qui a pour objet le monde même » et qui atteste notre existence en tant qu'êtres ; la culture de la peur, elle, ratatine l'être à des intérêts particuliers, tels l'individu, la communauté, la nation.

Le dernier chapitre explore l'expression « la peur des étrangers », au double sens de l'étranger qui fait peur et qui a peur. Crépon s'arrête sur une phrase où Levinas se demande si la richesse dont je jouis, à un instant donné, en Occident, n'est pas « la cause de quelque agonie de quelqu'un, quelque part ». De cette souffrance, l'étranger serait « le vengeur » qui rôde et contre lequel l'Occident déploie ses barbelés. Pour l'étranger, chaque rencontre avec l'Occident (une

frontière, un centre de rétention) comporte « la possibilité, toujours première, du meurtre ». Crépon agit ici comme avec les dissidents : il refuse d'enfermer Levinas dans la seule question juive. Et retient du philosophe français un impératif qui subsume les identités : c'est en devenant étranger à mon groupe, à ma communauté, en me faisant « étranger à moi-même que je lève ma peur. Et celle de l'étranger ».